

Les changements climatiques au Manitoba

L'ensemble de la communauté scientifique s'entend pour dire que le climat change. Or, cette réalité a des répercussions importantes sur notre santé, notre économie et notre avenir.

Les activités humaines, dont l'utilisation considérable des combustibles fossiles pour le chauffage, le transport et l'électricité, produisent des gaz à effet de serre qui s'accumulent dans notre atmosphère et entraînent le réchauffement de la planète. Les températures moyennes dans le monde augmentent : le 20^e siècle a été le plus chaud du dernier millénaire et les années 80 et 90 ont été les décennies les plus chaudes jamais enregistrées. En tant que pays nordique, le Canada ressentira encore plus intensément que la majorité des autres pays les effets des changements climatiques.

La plupart des prévisions en matière de changements climatiques pour les Prairies indiquent une augmentation de température en raison du réchauffement de la planète. En fait, de récents modèles suggèrent que les températures estivales au Manitoba pourraient augmenter de 3 à 4 °C et les températures hivernales de 5 à 8 °C. De tels changements seraient les plus importants et les plus rapides depuis 10 000 ans et influeraient profondément sur nos vies et nos écosystèmes.

L'eau

Une hausse du volume d'eau au printemps pourrait aussi entraîner une augmentation des niveaux de pollution si les terres sont inondées et des brèches ouvertes dans des installations de stockage de lisier ou d'autres aménagements comme des lagunes municipales. Si les eaux de la fonte des neiges s'écoulent rapidement jusqu'à la baie d'Hudson, l'alimentation des eaux souterraines risque de ne pas être suffisante pour recharger complètement les nappes. La qualité de l'eau au Manitoba pourrait être menacée en raison des températures plus élevées et du volume moindre des lacs et des rivières en été. Lorsque le volume des eaux de surface diminue, les niveaux

de pollution augmentent. Des températures estivales plus élevées, des précipitations réduites et une évaporation plus importante pourraient diminuer la quantité d'eau disponible pour la production hydroélectrique du Manitoba.

L'agriculture

Une augmentation du nombre de jours sans gel allongera la saison de croissance et permettra aux agriculteurs du Manitoba de cultiver une plus grande variété de plantes. Cependant, ces derniers peuvent s'attendre à une diminution de 10 à 20 p. 100 des précipitations en été, ce qui entraînera un plus grand besoin d'irrigation. De plus, les changements climatiques pourraient

accroître le stress dû à la chaleur chez les animaux et les plantes. Des hivers plus chauds pourraient réduire la destruction par le gel non seulement des cultures semées à l'automne, mais aussi de certaines mauvaises herbes et de certains insectes, en plus de favoriser l'arrivée de nouveaux ennemis des cultures.

Les régimes météorologiques

Les phénomènes météorologiques violents comme les orages, les tornades, les tempêtes de grêle, les vagues de chaleur et les sécheresses pourraient devenir plus fréquents dans les Prairies en raison des changements climatiques. Des hivers plus chauds pourraient entraîner des tempêtes hivernales plus intenses et des pluies plus fréquentes. En été, les inondations pourraient s'intensifier en raison de pluies abondantes.

Les forêts

La superficie totale des forêts du Manitoba pourrait diminuer en raison de l'assèchement du sol dans le Sud, qui rend les forêts plus vulnérables aux feux irréprimés et aux ravageurs, ainsi que de l'absence d'un sol propice, qui rend difficile la croissance des espèces du sud dans le Nord. Avec les changements climatiques, moins d'arbres arriveront à maturité et les arbres de la forêt boréale prendront plus de temps pour atteindre l'âge de coupe. Non seulement il en résultera une réduction de l'habitat d'espèces en

voie de disparition comme le caribou des forêts et le renard gris, mais aussi l'industrie forestière aura des défis importants à relever.

L'ours polaire perd pied

À l'ouest de la baie d'Hudson, la débâcle a lieu en moyenne deux semaines plus tôt qu'il y a vingt ans. Ainsi, la période que peuvent consacrer les ours polaires à chasser les phoques annelés, principal élément de leur alimentation, avant de revenir sur la terre ferme et d'entreprendre leur jeûne s'en trouve écourtée. Il s'ensuit que les ours polaires ont de moins grandes réserves de graisse et que les femelles, qui jeûnent jusqu'au sevrage de leurs petits au printemps, ont des portées moins nombreuses.

La vie dans le Nord

Les changements climatiques influenceront sur les économies traditionnelles des peuples autochtones, y compris sur leurs possibilités de chasse et de pêche. Une température de l'air plus élevée entraînera un dégel du pergélisol et rendra le sol instable, ce qui menacera les fondations des bâtiments, les routes, les voies ferrées et les pipelines. Les communautés qui dépendent des routes praticables l'hiver pour leur approvisionnement en nourriture, en combustible et en produits essentiels sont déjà confrontées à de tels défis.

Actions concrètes

Compte tenu de la gravité potentielle et de la nature à long terme des risques associés à ces impacts environnementaux, la prudence dicte que la seule voie consiste à intervenir sans tarder en vue de réduire les émissions qui aggravent les changements climatiques. Après analyse, tout indique que les répercussions sur l'emploi et la croissance économique au Canada qui sont associées à la réduction des gaz à effet de serre peuvent être maintenues à un niveau modéré et gérable par rapport à la forte croissance prévue au cours de la prochaine décennie.

Pour donner une idée de l'ampleur des répercussions possibles sur l'industrie, l'incidence économique prévue de la mise en œuvre des étapes un et deux du Plan du Canada sur les changements climatiques pour respecter les engagements pris dans le cadre du Protocole de Kyoto varie selon les hypothèses entre -0,4 p. 100 et -1,6 p. 100 du produit intérieur brut du pays. Il s'agit d'un faible impact compte tenu de la forte croissance économique prévue pour cette

période. Des analyses montrent une croissance du marché de l'emploi de 1,08 à près de 1,26 millions d'emplois d'ici 2010, comparé à un peu plus de 1,32 millions si on maintient le statu quo. Cela signifie un délai dans la création d'emplois d'environ 62 000 emplois au Canada en 2010. En comparaison, l'économie canadienne crée actuellement environ 46 000 nouveaux emplois par mois.

On estime qu'avec la mise en œuvre des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, le produit intérieur brut du Manitoba atteindrait en 2010 un niveau qui serait d'environ 0,24 p. 100 inférieur à celui enregistré dans le cas d'un statu quo. La création d'emplois ralentirait d'environ 0,1 p. 100, ce qui se traduirait par un manque à gagner au cours des huit prochaines années d'à peu près 900 nouveaux emplois. Pour avoir une meilleure idée, l'économie manitobaine a créé environ 5 500 emplois au cours de la dernière année.

Ces prévisions économiques ne tiennent pas compte des effets bénéfiques considérables sur l'environnement et la santé procurés par une action contre les changements climatiques. Les mesures prises auront des bienfaits plus généraux, y compris un assainissement de l'air, une réduction des frais de santé et d'autres avantages environnementaux et sociaux pour la population canadienne.

D'ici 2010, le revenu disponible personnel serait d'environ 0,11 p. 100 inférieur au chiffre enregistré dans le cas d'un statu quo. Par rapport à ce qu'il serait dans le cas d'un statu quo, le prix de l'électricité pourrait baisser d'environ 0,03 cent le kWh. On s'attend à ce que le prix de l'essence soit en 2010 au même niveau que si aucune mesure n'avait été prise.

Voici une illustration des augmentations de coûts pour les principaux émetteurs industriels de la province résultant des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre (moyennes nationales) :

- **le gaz naturel** augmenterait de 0,5 cent/million de pieds cubes ou de 0,14 p. 100 ;
- **l'électricité** (charbon) augmenterait de 0,14 cent le kWh ou de 1,94 p. 100 ;
- **l'électricité** (gaz) augmenterait de 0,04 cent le kWh ou de 0,60 p. 100 ;
- les pâtes et papiers augmenteraient de 0,06 p. 100, soit environ 59 cents la tonne.

L'approche du Canada quant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre vise à minimiser les coûts et à maximiser les possibilités pour la technologie canadienne. Elle anticipe une économie reposant sur des sources d'énergie plus propres et utilisant des technologies de pointe. Le plan propose des investissements stratégiques dans des projets novateurs de lutte contre les changements climatiques. Il propose par ailleurs la création d'un Fonds de partenariat qui permettrait de partager les coûts de réduction des émissions en collaboration avec les gouvernements des provinces et des territoires ainsi que des municipalités, des communautés autochtones et du secteur privé.

En misant sur l'esprit d'innovation canadien et en veillant à ce que les différents secteurs de l'économie, les régions ainsi que les consommateurs jouent un rôle dans la lutte contre le changement climatique, l'impact est plus facile à gérer pour tout le monde. Grâce à la collaboration de tous les intervenants, le Canada peut parvenir à bien se positionner par rapport à la concurrence, alors que le monde se tourne de plus en plus vers une économie à moindre intensité de carbone.

Les entreprises et les collectivités du Manitoba s'affirment déjà comme des chefs de file en s'attaquant à la question du changement climatique¹ :

- À son usine de Carberry au Manitoba, Midwest Food Products Inc. a examiné attentivement sa consommation d'énergie. Par la suite, l'entreprise a modernisé ses installations électriques et apporté d'autres améliorations en vue d'accroître son efficacité énergétique. L'usine a ainsi pu réduire ses coûts d'énergie de plus de 900 000 \$ en 1999 et de 400 000 \$ en 2000. En outre, les émissions de dioxyde de carbone ont été réduites d'environ 10 000 tonnes par année.
- Simmons Canada Inc. a pris des mesures en vue d'accroître l'efficacité énergétique de ses usines de Winnipeg (Manitoba) et de Brampton (Ontario). Les améliorations apportées aux installations d'éclairage et de chauffage à l'usine de Winnipeg et aux fours de revenu à l'usine de Brampton ont permis à l'entreprise d'enregistrer une réduction de 12,45 p. 100 de

la consommation de gaz naturel et de 7,28 p. 100 de la consommation d'électricité.

- Maple Leaf Consumer Food a récemment installé un système de récupération de la chaleur et un condenseur d'évacuation à son usine de Winnipeg au Manitoba. L'entreprise économise ainsi plus de 32 000 \$ chaque année en combustible, en eau et en produits chimiques pour les chaudières.
- Depuis 1995, l'équipe de gestion de l'énergie de la Compagnie minière et métallurgique de la Baie d'Hudson Limitée est chargée de réaliser des économies durables d'environ un million de dollars par an à la mine de Flin Flon, au Manitoba. Les économies découlent de diverses améliorations des procédés ainsi que d'une utilisation plus efficace de l'énergie, en fonction des recommandations d'une équipe d'employés provenant de toutes les sphères d'activités de surface et souterraines.

¹ Ces exemples sont tirés de documents publics.

Pour de plus amples renseignements sur les actions entreprises par le gouvernement et ce que vous pouvez faire,
veuillez composer 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ou ATS 1 800 465-7735,
ou rendez-vous aux sites
www.changementsclimatiques.gc.ca
www.gc.ca

